

Dirigeant d'entreprise de l'économie sociale et solidaire

RNCP30412 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	310m
Formacode(s)	13175, 32054
Code(s) ROME	K1403, M1301, M1302, G1403
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'échéance	17/04/2022

Certificateur(s)

FAIRE ESS · SIRET : 38036912400017

Partenaires habilités

6 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 6 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
APRADIS	78061259400017	Former et organiser l'évaluation
ASSOCIATION REGIONALE DU TRAVAIL SOCIAL NOUVELLE-AQUITAINE	30116880300015	Former et organiser l'évaluation
COLLEGE COOPERATIF EN BRETAGNE	32712493900056	Former et organiser l'évaluation
ENSEIS - ETABLISSEMENT DU RHONE	39269401400110	Former et organiser l'évaluation
INST REGIONAL TRAVAIL SOCIAL PACA CORSE	34937334000018	Former et organiser l'évaluation
REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES QUALIFICATIONS ET ACTIONS DE FORMATION	48927001700010	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le/la dirigeant(e) d'entreprise de l'économie sociale et solidaire, exerce son métier par une approche pluridisciplinaire et systémique prenant en compte les différentes dimensions de la vie et de la gestion de l'entreprise. Il/elle apporte à l'entreprise une vision du projet alliant la dimension sociale à l'économique. Il/elle gère la complexité des situations et arbitre en concertation avec les instances de décision les choix stratégiques et de pilotage.

Le/la dirigeant(e) assume la responsabilité générale de la structure par délégation du conseil d'administration ou du conseil de direction.

- Il/elle exerce une responsabilité d'encadrement intégrant les objectifs stratégiques et de développement définis ;
- Il/elle dirige et développe l'entreprise en étant garant(e) de l'objet social et de la viabilité économique ;
- Il/elle anime en lien avec les instances politiques la gouvernance notamment par la mobilisation des parties

prenantes ;

- Il/elle assure les fonctions de développement stratégique et de déploiement de l'entreprise en lien avec les besoins du territoire et du marché ;
- Il/elle conçoit et met en oeuvre les conditions de réalisation d'activités d'utilité sociale à partir des besoins identifiés
- Il/elle gère et fédère les ressources humaines en prenant en compte la diversité des statuts (salariés, bénévoles, associés...) ;
- Il/elle pilote l'activité selon le modèle économique défini et assure sa viabilité financière ;
- Il/elle s'inscrit en tant qu'acteur du développement territorial économique et social de son territoire, en partenariat avec les différentes instances socio-professionnelles et politiques ;
- Il/elle impulse une dynamique d'innovation sociale voire technologique

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Les capacités attestées :

- Construire et développer le projet d'entreprise en lien avec le cadre de référence et le statut relatif à l'Economie Sociale (associatif, coopératif, mutualiste) ;
- Analyser le développement stratégique en lien avec les facteurs et besoins externes et internes de l'entreprise et l'utilité sociale des activités ;
- Contribuer à la définition des orientations en concertation avec les instances politiques et stratégiques de l'entreprise ;
- Définir l'offre de services ou de biens à partir des besoins recensés en partenariat avec les acteurs sociaux économiques et/ou les instances publiques du territoire ;
- Piloter le changement et les projets / mettre en œuvre les décisions stratégiques en étant garant des fondamentaux d'intérêt général ou biens collectifs ;
- Co-animer le mode gouvernance et mobiliser les parties prenantes autour du projet collectif (Animer la vie associative coopérative ou mutualiste dans le respect des modes démocratiques et des niveaux de prise de décision) ;
- Manager la dynamique interne et les relations/ressources humaines en prenant en compte la diversité des statuts (salariés, bénévoles, associés...), les principes de la double qualité (sociétaires, salariés, usagers) et les principes de responsabilité sociale (RSE) ;
- Piloter la production (biens ou services) et le développement commercial de l'activité en respect des rapports usagers/clients, producteurs, fournisseurs et des principes de développement durable ;
- Assurer le pilotage financier et économique pour répondre aux exigences réglementaires et de résultats en lien avec la stratégie définie ;
- Diriger une entreprise de l'économie sociale dans les dimensions sociétales et économiques
- Se positionner comme acteur du changement et du développement économique et social de son environnement territorial en lien avec les politiques publiques ;
- Mobiliser les partenariats nécessaires au projet dans une relation de co-construction et de développement d'innovation et de cohésion social

Blocs de compétences

RNCP30412BC01 — Réalisation d'un diagnostic systémique de l'entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire

LISTE DE COMPÉTENCES

1. Réaliser un diagnostic global et systémique de l'entreprise, de son système de management et de la posture du dirigeant.
2. Elabore des objectifs et des pistes d'amélioration de l'entreprise dans une approche systémique des 3 niveaux (entreprise, système de management et dirigeant en lien avec son projet sociétal et les besoins à couvrir).
3. Formaliser les évolutions à mettre en place (objectifs et axes de progrès) sur l'entreprise, son système de management et sa posture de dirigeant.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Document écrit de 20 pages présentant le diagnostic de l'entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

RNCP30412BC02 — Elaboration du projet stratégique de l'entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire

LISTE DE COMPÉTENCES

1. Élaborer les orientations

stratégiques de l'entreprise en lien avec son utilité sociale et les besoins du territoire et les formaliser dans un plan d'action opérationnel.

2. Construire le projet

stratégique de l'entreprise et le plan d'action du projet en cohérence avec les dimensions sociales et les exigences économiques de l'entreprise.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Document écrit de 20 pages présentant : l'élaboration et la mise en œuvre du projet stratégique de l'entreprise

RNCP30412BC03 — Animation des instances autour du projet stratégique de l'entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire

LISTE DE COMPÉTENCES

1. Animer le projet stratégique de l'entreprise.

2. Accompagner les acteurs internes, salariés et gouvernance à coopérer sur le projet stratégique.

3. Conduire le changement est à la fois agir à l'interne et sur la dimension politique du territoire.

4. Piloter la communication interne et/ou institutionnelle sur le projet stratégique.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Document rédigé de 10 pages présentant : la mise en cohérence, l'organisation et l'animation des instances de gouvernance sur le projet stratégique de l'entreprise de l'Économie Sociale et Solidaire

RNCP30412BC04 — Structuration et pilotage de la dynamique interne RH en lien avec les valeurs et le projet stratégique de l'entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire

LISTE DE COMPÉTENCES

1. Concevoir les modalités de gestion des relations humaines sur le plan fonctionnel, opérationnel et politique, dans une conception de progrès sociétal et d'innovation sociale des pratiques en cohérence avec le projet stratégique.

2. Piloter la gestion des relations humaines dans le strict respect d'une conception de progrès sociétal et d'innovation sociale et en s'appuyant sur une approche intégrative et d'intelligence collective des acteurs (salariés et bénévoles).

3. Accompagner la construction des valeurs inhérentes au secteur de l'ESS.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Document rédigé de 10 pages présentant : l'organisation des relations humaines et le plan de développement des compétences en lien avec le projet stratégique de l'entreprise de l'Économie Sociale et Solidaire et en lien avec les parcours professionnels des personnes

RNCP30412BC05 — Organisation et conduite de la production et du développement de l'activité de l'entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire

LISTE DE COMPÉTENCES

1. Organiser et pilote le processus de production (de biens ou de services) et du développement de l'activité en cohérence avec la qualité des services/produits dans une prise en compte éthique des besoins des usagers et/ou clients.

2. Élaborer et piloter des politiques de l'offre et des stratégies d'achat en lien avec le projet stratégique.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Document rédigé de 10 pages présentant : La formalisation des processus mis en œuvre sur les grandes fonctions de l'entreprise (processus production, processus RH, processus d'achat et d'offre...etc.)

RNCP30412BC06 — Organisation et conduite de la fonction économique et financière de l'entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire en lien avec la stratégie définie

LISTE DE COMPÉTENCES

1. Définir le modèle économique et élaboration des outils de suivi de gestion financière en cohérence avec l'organisation de l'entreprise et les objectifs stratégiques.

2. Piloter la fonction financière de l'entreprise en cohérence avec les exigences réglementaires et de résultats et en contribuant à la valorisation du secteur de l'économie sociale et solidaire.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Document rédigé de 15 pages présentant : l'analyse financière de l'entreprise, les axes de développement et le pilotage financier du projet stratégique en cohérence avec les valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le champ de l'économie recouvre de multiples secteurs agissant en réponse à des besoins à dimension sociétale, environnementale, territoriale :

- Lien social et familial (Centre sociaux et socio culturels), Aide à domicile, Animation, Foyers, résidences sociale et services pour jeunes, Logement social, Régie de quartier
- Tourisme social et familial
- Information, l'accompagnement au projet social et professionnel : Missions locales, CRIJ
- Secteurs sanitaire, médico-social et social privé à but non lucratif
- Coopération de production : sociétés coopératives et participatives
- Coopération bancaire
- Coopération dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche
- Mutualité /Assurance

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Les titulaires de la certification «Dirigeant d'entreprise de l'Economie Sociale » exercent la fonction de direction au sein des structures de l'économie sociale (Associations, Mutuelles, Coopératives)

- Direction d'association gestionnaire (secteur culturel, formation, conseil, bureau d'étude, environnement, loisirs, tourisme social...)
- Direction d'association para publique : Mission locale, CRIJ...
- Direction d'établissement du secteur social et médico social, de service à la personne
- Direction d'entreprise d'insertion
- Direction de comité d'entreprise
- Direction de centre culturel, maison de jeunes, régie de quartier
- Direction de tout type de coopérative (agricole, SCOP SA , HLM...)
- Gérance de SCOP /SCIC SARL
- Direction ou cadre dirigeant de mutuelle de santé ou assurance

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Seule la qualification de la fonction de direction d'organisme à caractère social est réglementée ; La qualification pour exercer des fonctions de direction d'organisme à caractère social est réglementée par la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale - arrêté du 5 juin 2007 relatif aux fonctions de directeur d'établissements ou de services d'intervention sociale

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Salaire médian (mensuel)	2 263 €
Familles professionnelles (FAP)	S2X81 — Agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la gestion des structures de loisirs · tension 3/5 (Modérée) S3X90 — Patrons et cadres de l'hôtellerie et de la restauration · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	9 417

Jugés difficiles à recruter	35 %
Emplois saisonniers	32 %
Familles professionnelles (FAP)	L6X00 — Dirigeants de petites et moyennes entreprises de moins de 50 salariés L6X90 — Cadres dirigeants des grandes entreprises de plus de 50 salariés S2X81 — Agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la gestion des structures de loisirs S3X90 — Patrons et cadres de l'hôtellerie et de la restauration

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE

Le jury est composé de 2 membres dont un au moins est un représentant du champ professionnel, à savoir : dirigeant d'une entreprise de l'économie sociale et solidaire; le deuxième juré pourra être un représentant du secteur universitaire et de la recherche ou un intervenant ou un responsable pédagogique d'un centre de formation partenaire, dispensant la formation DEESS. Dans tous les cas, le certificateur s'assure que les membres du jury ne connaissent pas le candidat

COMPOSITION DU JURY — APPRENTISSAGE

Le jury est composé de 2 membres dont un au moins est un représentant du champ professionnel, à savoir: dirigeant d'une entreprise de l'économie sociale et solidaire; le deuxième juré pourra être un représentant du secteur universitaire et de la recherche ou un intervenant ou un responsable pédagogique d'un centre de formation partenaire dispensant la formation DEESS. Dans tous les cas, le certificateur s'assure que les membres du jury ne connaissent pas le candidat

COMPOSITION DU JURY — CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Le jury est composé de 2 membres dont un au moins représentant du champ professionnel, à savoir: dirigeant d'une entreprise de l'économie sociale et solidaire; le deuxième juré pourra être un représentant du secteur universitaire et de la recherche ou un intervenant, ou responsable pédagogique d'un centre de formation partenaire dispensant la formation DEESS. Dans tous les cas, le certificateur s'assure que les membres du jury ne connaissent pas le candidat

COMPOSITION DU JURY — VAE

Le jury est composé de 2 membres dont un au moins représentant du champ professionnel, à savoir : Dirigeant d'une entreprise de l'économie sociale et solidaire; le deuxième juré pourra être un représentant du secteur universitaire et de la recherche ou un intervenant, ou responsable pédagogique d'un centre de formation partenaire dispensant la formation DEESS. Dans tous les cas, le certificateur s'assure que les membres du jury ne connaissent pas le candidat.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 736 €
Selon la branche	4 368 € – 9 584 €
Prise en charge	Branches concernées
7 736 €	Valeur par défaut · 210 branches

9 584 €	CPNEFP Mutualité
8 839 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
4 368 €	CPNEF des acteurs du lien social et familial (ALISFA)

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 17/04/2022

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP26132

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP36976

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/30412/>

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	6
Parcours menés à terme	14
Taux d'achèvement	233 %
Période	02/2022 – 02/2024

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	58
Montant total engagé	148 087 €
Coût moyen par dossier	2 553 €
Durée moyenne	208 h
Période	05/2020 – 04/2022
France compétences	86 %
France Travail	6 %
Entreprise	5 %
Régions	3 %
Reste à charge titulaire	0 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.